

REGLEMENT INTERIEUR

Validé par le Conseil d'Administration du 29/01/2026

1 rue des Frères Lumière
ZI du Brézet
63028 Clermont-Ferrand cedex 2
Tél. 04 73 91 26 41 Fax : 04 73 92 15 22
Site : www.aistlapreventionactive.fr
Siret 779 217 157 00105 – APE 8621Z

PREAMBULE

Le présent Règlement Intérieur a pour objet de régler les conditions d'exécution des diverses tâches et obligations qui s'imposent à l'Association elle-même, à ses membres adhérents, aux titulaires d'une convention et aux affiliés.

Le Règlement Intérieur oblige tous les bénéficiaires des services de l'Association à se conformer à ses prescriptions sans restriction, ni réserve.

TITRE 1 – RELATIONS AVEC LES BENEFICIAIRES DES PRESTATIONS DU SERVICE

Article 1.1 – Bénéficiaires de la Santé au travail

Toute entreprise adhérente bénéficie de l'offre socle de services telle que définie par le code du travail dans ses articles L4622- 2 et L4622-9-1 et décret n°2022-653 du 25 avril 2022 relatif à l'approbation de la liste et des modalités de l'ensemble socle de services des services de prévention et de santé au travail interentreprises, en application de la loi n°2021-1018 du 2 août 2021 pour renforcer la prévention en santé au travail.

Dans chaque entreprise et organisme adhérent ou sous convention, tous les salariés déclarés ou faisant l'objet de la convention, y compris les apprentis et le personnel à temps partiel, bénéficient d'une surveillance médicale telle qu'elle est définie dans la réglementation.

Le dirigeant des entreprises adhérentes, quel que soit son statut juridique, peut bénéficier d'un accompagnement médicotechnique à sa demande.

Le travailleur indépendant peut bénéficier d'une prestation spécifique telle que décrite dans l'offre spécifique travailleur indépendant du service.

Article 1.2 – Médecin du travail et équipe de santé au travail

Le médecin, pour les seuls problèmes liés à la Santé au travail, demeure l'interlocuteur privilégié au sein de l'équipe pluridisciplinaire des différents adhérents, conventionnés ou affiliés.

Le temps à consacrer par chaque médecin du travail et par les membres des équipes pluridisciplinaires comprend toutes les activités prévues par la législation, aussi bien en ce qui concerne les examens cliniques de surveillance individuelle que l'action en milieu de travail, ou d'autres activités (CSE, CSSCT...), en rapport avec la Santé au Travail.

Article 1.3 – Convocations

Toutes les convocations sont nominatives.

Lorsque des créneaux horaires sont affectés de façon non nominative et non utilisés par l'employeur 48 heures avant la date du rendez-vous, ils sont annulés et remis à la disposition du secrétariat médical de l'AIST - La prévention active.

Article 1.4 – Planification des prestations

La planification des prestations est réalisée par le Service de Prévention et de Santé au Travail en concertation avec l'employeur pour respecter, le cas échéant, les délais prévus par la réglementation.

- La demande d'examen médical d'aptitude à l'embauche ou de visite d'information et de prévention initiale est sous la responsabilité de l'employeur. L'employeur doit créer le salarié concerné sur l'espace adhérent pour en permettre l'organisation.
- La demande de visite de reprise est également sous la responsabilité de l'employeur qui doit en faire la demande auprès de l'assistante médicale du médecin.

Ces visites initiales d'embauche et de reprise sont gérées prioritairement par le service.

Article 1.5 – Avis médical et attestation

A la suite d'un examen médical ou d'un entretien infirmier, le médecin ou l'infirmier(ère) pourra délivrer un avis ou une attestation dont un exemplaire est destiné au salarié et un autre à l'employeur.

Dans le cas d'avis sans restriction ou d'attestation, l'exemplaire destiné à l'employeur peut être remis au salarié, adressé à l'employeur par mail ou mis à sa disposition sur l'espace adhérent.

Dans tous les autres cas, il sera adressé à l'employeur par mail, courrier ou mis à disposition sur l'espace adhérent.

Les avis médicaux et attestations sont entièrement dactylographiés et issus du système informatique de notre Service.

Article 1.6 – Lieux des prestations de suivi médical

Les prestations de suivi médical sont pratiquées dans les centres de l'AIST - La prévention active.

Les prestations de suivi médical peuvent être pratiquées à distance par vidéotransmission à la demande du travailleur ou du professionnel de santé avec l'accord de l'un et l'autre conformément aux articles R 4624-41-1 à R 4624-41-5.

Dans les établissements de 200 personnes et plus, le suivi individuel peut être réalisé dans l'établissement, dans le cadre des articles R4624-40 et R4624-41, sous réserve que ces établissements mettent à la disposition des équipes médicales de l'AIST - La prévention active, des locaux conformes au cahier des charges établi par le Service.

Article 1.7 – Examens complémentaires

Le médecin du travail peut prescrire les examens complémentaires nécessaires :

- A la détermination de l'aptitude médicale du salarié au poste de travail,
- Au dépistage d'une maladie professionnelle ou à caractère professionnel,
- Au dépistage des maladies dangereuses pour l'entourage du salarié.

TITRE 2 – OBLIGATIONS DES ADHERENTS

Article 2.1 – Adhésion

Le statut d'adhérent et l'accès aux prestations du Service de Prévention et de Santé au Travail ne seront acquis qu'après réception :

- Du document « formulaire d'adhésion » dûment renseigné et signé par le responsable de l'entreprise ou validation de ce formulaire en ligne,
- Du contrat d'adhésion pouvant être signé par voie électronique, par l'adhérent ou l'un de ses représentants,
- Du règlement du droit d'entrée et du règlement de la cotisation d'adhésion calculée par salarié présent au moment de l'adhésion,
- Du document unique, et de la fiche d'entreprise lorsqu'elle existe, concernant les salariés éloignés pour les entreprises hors territoire agrémenté.
- Dans le cas particulier d'une adhésion consécutive à la reprise d'une entreprise précédemment adhérente, avec transfert des salariés dans le cadre de l'article L1224-14 du Code du Travail, le nouvel employeur est exonéré du montant des cotisations par salarié déjà réglées par le précédent employeur.

2.1.1 – Ré-adhésion

Dans le cas d'une ré-adhésion, le statut d'adhérent et l'accès aux prestations du Service de Prévention et de Santé au Travail ne seront acquis qu'après réception :

- Du document « formulaire d'adhésion » dûment renseigné et signé par le responsable de l'entreprise ou validation de ce formulaire en ligne,
- Du contrat d'adhésion signé par l'adhérent ou l'un de ses représentants,
- Du règlement du droit d'entrée et de sa cotisation d'adhésion calculés comme décrit ci-dessus, ainsi que de l'ensemble des sommes dues au moment de la radiation majorées de 30%.

Article 2.2 – Droit d'entrée

Le droit d'entrée dont le montant est voté par l'assemblée générale est dû par tout nouvel adhérent, même lorsque le postulant a été antérieurement membre de l'Association sachant qu'il devra alors s'acquitter de toutes les sommes dues.

Pour les agences d'intérim hors du territoire couvert par l'agrément de l'AIST – La prévention active, un droit d'entrée équivalent à un salarié est facturé.

Article 2.3 – Facturation de la cotisation

La cotisation, proportionnelle au nombre de travailleurs suivis comptant chacun pour une unité, est annuelle et non proratisable. Elle couvre les coûts mutualisés de l'organisation et du fonctionnement du Service et permet à l'entreprise de bénéficier de l'ensemble des prestations de Santé au Travail délivrées par l'équipe pluridisciplinaire. Toute année débutée est due par les entreprises adhérentes ou sous convention.

L'employeur redevable de la cotisation initiale est celui inscrit, en tant que tel, au 1^{er} janvier.

- La première facture est établie sur la base de l'effectif présent au 1^{er} janvier.
La non mise à jour des effectifs avant le 31 janvier ne pourra pas donner lieu à l'établissement d'un avoir.
- Des factures complémentaires seront établies mensuellement le cas échéant, pour que soient pris en compte les nouveaux salariés déclarés par l'adhérent.
- Les salariés présents dans l'effectif moins de 15 jours et n'ayant pas bénéficié de visite ne seront pas facturés.

Chaque facture est accompagnée de la liste du personnel pris en compte pour la facturation et précise, s'il y a lieu, les salariés bénéficiant d'un suivi mutualisé et d'un montant de cotisation impacté par cette mutualisation.

Par exception, la cotisation est calculée sur l'effectif pris en charge et vu en visite mensuellement et fait l'objet d'une facturation mensuelle dans les cas suivants :

- les salariés intérimaires,
- les visiteurs médicaux,
- les intermittents du spectacle.

Article 2.4 – Contrôle

L'adhérent ne peut s'opposer au contrôle par l'AIST - La prévention active de l'exactitude des déclarations sur la base desquelles le montant des cotisations dues a été calculé notamment par la présentation d'états fournis à l'URSSAF ou à l'Administration fiscale.

Article 2.5 – Rendez-vous non honorés

Les employeurs ont l'obligation d'avertir le service, au moins 24 heures à l'avance, en cas d'absence prévisible du salarié, par mail, de manière qu'il puisse être pourvu immédiatement au remplacement des salariés excusés.

Chacun de ces rendez-vous, non honorés et non excusés, 24 heures à l'avance sera facturé selon le forfait fixé par le Conseil d'Administration.

Pour les salariés intérimaires, les rendez-vous non honorés sont facturés, même non nominatifs.

Article 2.6 – Défaut de paiement

En cas de non-règlement de toutes sommes dues à l'échéance, et à l'expiration d'un délai de 15 jours, il est rappelé à l'adhérent, par mail ou courrier simple, qu'il doit régulariser sa situation. Il est stipulé, dans cet envoi, que sans régularisation sous 15 jours, il sera suspendu et que ses salariés ne bénéficieront plus, dès lors, des prestations de Santé au travail et que le Bureau pourra prononcer sa radiation pour non-paiement. L'adhérent sera informé, par écrit en courrier recommandé avec avis de réception, de sa radiation. Dès lors qu'il y a suspension pour non-paiement, une majoration de 5 % du montant des sommes dues sera appliquée.

En sus de la majoration de 5% appliquée pour retard de paiement telle que décrite ci-dessus, chaque facture non payée à sa date d'exigibilité et ayant fait l'objet de deux relances par l'AIST - La prévention active produira de plein droit le paiement :

- à minima d'une indemnité forfaitaire de 40 euros due au titre des frais de recouvrement (Art. 441-6, I al. 12 du code de commerce et D. 441-5 ibidem)
- le cas échéant, un montant complémentaire couvrant le coût réel de la mise en recouvrement.

Article 2.7 – Déclaration des mouvements de personnel

L'employeur doit mettre en permanence à jour les entrées et sorties du personnel ainsi que les postes occupés et les risques associés sur l'espace adhérent dans le but de déclencher les visites et d'adapter le suivi médical aux risques déclarés.

Article 2.8 – Documents obligatoires

L'adhérent communique au médecin du travail de l'équipe pluridisciplinaire de Santé au travail l'ensemble des documents et rapports rendus obligatoires par la réglementation en vigueur et nécessaires à la réalisation de leur mission (Document unique d'évaluation des risques professionnels, fiches d'exposition ou facteur de pénibilité, informations sur la nature et la composition des produits utilisés, fiches de données de sécurité...).

Concernant les entreprises situées hors du territoire agréementé pour l'AIST - La prévention active, l'employeur communique au médecin du travail qui suit médicalement le « salarié isolé », les coordonnées du médecin du travail de l'Entreprise ainsi que la fiche d'entreprise à jour notifiant les risques professionnels et le document unique.

Article 2.9 – Libre accès au lieu de travail

L'adhérent est tenu de laisser un libre accès aux lieux de travail au médecin du travail, qui pourra déléguer une mission à un ou des membres de l'équipe pluridisciplinaire de Santé au travail.

En cas de recours, par ses soins, à un Intervenant en Prévention des Risques Professionnels (IPRP) enregistré auquel il confie une mission, l'adhérent informe le Service de Prévention et de Santé au Travail et lui communique le résultat des études réalisées.

Article 2.10 – Préconisations du médecin du travail

L'adhérent prend en considération les propositions, recommandations et recommandations formulées par le médecin du travail, notamment si elles sont écrites, et informe ce dernier, par écrit, des suites qu'il entend leur donner dans le cadre de la réglementation en vigueur.

Article 2.11 – Interdiction d'embauche

L'AIST - La prévention active est une structure associative mutualisant le financement de ressources médicales au service de ses adhérents. Cela implique une certaine éthique de la part de ses adhérents.

Dans ce contexte, toute entreprise titulaire d'un agrément de service autonome souhaitant adhérer à l'AIST - La prévention active de façon transitoire a interdiction d'embaucher un médecin du travail de l'AIST - La prévention active ayant été en activité au sein de l'Association durant la période d'adhésion. Cette interdiction s'applique à l'adhérent, à ses sociétés sœurs, ainsi qu'à toute structure juridique le contrôlant ou qu'il contrôle. Cette interdiction s'applique pendant leur période d'adhésion et durant les deux années suivant leur date de radiation. En cas de non-respect de cette interdiction, il sera appliqué une indemnisation forfaitaire du préjudice causé à l'AIST - La prévention active d'un montant de 400 000 €. Ce montant se justifie par le risque occasionné par le service non rendu aux adhérents du médecin débauché, par le coût salarial de l'équipe pluridisciplinaire qui ne peut pas fonctionner sans médecin du travail et enfin, par le coût du recrutement d'un nouveau médecin du travail.

Article 2.12 – Radiation pour absence de salariés déclarés auprès de l'AIST – La prévention active

A l'issue d'une année pleine sans salarié déclaré, le compte de l'adhérent est fermé et l'adhérent est radié du service.

TITRE 3 – PRESTATIONS DU SERVICE

Article 3.1 – Rôle du Service de Prévention et de Santé au travail

L'Association AIST - La prévention active a pour mission principale d'éviter toute altération de la santé des travailleurs du fait de leur travail, dans le cadre de la réglementation en vigueur.

Son rôle, principalement préventif, est de :

- Conduire les actions de santé au travail dans le but de préserver la santé physique et mentale des salariés et aider les entreprises à évaluer et prévenir les risques professionnels.
- Conseiller les employeurs, les salariés et leurs représentants sur les dispositions et mesures nécessaires afin d'éviter ou de diminuer les risques professionnels, d'améliorer la QVCT, de prévenir les addictions et le harcèlement, de prévenir ou de réduire la pénibilité au travail et la désinsertion professionnelle et contribuer au maintien dans l'emploi des salariés.
- Assurer la surveillance de l'état de santé des salariés en fonction des risques concernant leur sécurité et leur santé au travail, de la pénibilité au travail et de leur âge.
- Participer au suivi et contribuer à la traçabilité des expositions professionnelles et à la veille sanitaire.
- Participer aux actions de promotion de la santé dont des campagnes de vaccination, de dépistage, des actions de sensibilisation et d'information à la pratique sportive et aux situations de handicap au travail.
- Conduire les actions de prévention de la désinsertion et de l'usure professionnelle.

Article 3.2 – Action des équipes pluridisciplinaires

L'employeur bénéficie des actions assurées par les équipes pluridisciplinaires de Santé au Travail, animées par des médecins, pouvant comprendre :

- Des Intervenants en Prévention des Risques Professionnels (IPRP),
- Des Infirmiers Santé au Travail (IDEST),
- Des Conseillers prévention (CP),
- Des Assistants médicaux.

La prestation est composée :

D'actions en milieu de travail

Tout membre de l'équipe pluridisciplinaire de l'Association réalise des actions en milieu de travail à visée préventive :

- Etudes de postes,
- Identification des risques professionnels (élaboration de la Fiche d'entreprise, accompagnement au Document unique d'évaluation des risques professionnels, mise à disposition d'un outil permettant la réalisation du DUERP),
- Le médecin du travail peut prescrire des prélèvements et/ou des mesures (bruit, vibrations, empoussièrement...), aux fins d'analyses, aux frais de l'employeur

Ces actions donneront lieu à un rapport. L'employeur peut solliciter le médecin du travail ou d'autres membres des équipes pluridisciplinaires afin de bénéficier de l'intervention de l'un des membres de l'équipe pluridisciplinaire en fonction du besoin identifié.

D'un suivi individuel de l'état de santé des salariés

- Des examens sont réalisés par un médecin ou un (e) infirmier (ère) dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Article 3.3 – Rapport annuel d'activité

Dans les structures visées par l'article D4622-54 II du Code du travail, un rapport annuel d'activité est transmis par le service. Le rapport annuel d'activité du service est mis à disposition de tous les adhérents sur le site internet de l'association.

Article 3.4 – Fiche d'entreprise

Pour chaque entreprise, le médecin ou l'équipe pluridisciplinaire établit et met à jour une fiche d'entreprise ou d'établissement sur laquelle figurent, notamment, les risques professionnels et les effectifs des salariés qui y sont exposés.

TITRE 4 – FONCTIONNEMENT DE L'ASSOCIATION

Article 4.1 – Médecin coordonnateur

Le Conseil d'Administration peut désigner un médecin coordonnateur qui sera l'interlocuteur pour les questions strictement médicales.

Article 4.2 – Commission de Contrôle

L'organisation et la gestion du Service sont placées sous la surveillance d'une Commission de Contrôle composée de représentants des employeurs issus des entreprises adhérentes désignés par les organisations patronales et de représentants des salariés désignés par les organisations syndicales représentatives au niveau national.

Le nombre de sièges attribués, de même que la répartition, font l'objet d'un protocole d'accord signé entre le Président du Service et les organisations syndicales et professionnelles représentatives au niveau national.

Le président de la Commission de Contrôle est élu parmi les représentants des salariés, le secrétaire est élu parmi les représentants des employeurs.

La Commission de Contrôle élabore son Règlement Intérieur dans lequel sont inscrites ses missions et toutes les modalités de fonctionnement selon la réglementation en vigueur.

Article 4.3 – Agrément

En application des dispositions législatives et réglementaires, le Service de Prévention et de Santé au Travail doit faire l'objet d'un agrément pour une période maximum de 5 ans, renouvelable, par le Directeur Régional de l'Economie de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS), après avis du Médecin inspecteur du travail, lequel agrément approuve et encadre le fonctionnement du Service.

Article 4.4 – Projet de Service

L'Association AIST - La prévention active établit un projet de Service prévu à l'article L4622-14 du Code du travail au sein de la Commission Médicotechnique (CMT), qui définit les priorités d'actions du Service et s'inscrit dans le cadre du CPOM (Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens) prévu à l'article L4622-10 du Code du travail. Le projet de service est soumis à l'approbation du Conseil d'Administration et transmis à la DREETS. Le directeur du Service de Prévention et de Santé au Travail Interentreprises met en œuvre, en lien avec les équipes pluridisciplinaires de Santé au Travail et sous l'autorité du Président, les actions approuvées par le Conseil d'Administration dans le cadre du projet de service pluriannuel.

Le présent Règlement Intérieur, relatif aux rapports de l'Association Interprofessionnelle de Prévention et de Santé au Travail avec ses adhérents, a été approuvé par le Conseil d'Administration le 29/01/2026.

Il entre en vigueur à compter du 30/01/2026.

Fait à Clermont-Ferrand le 29/01/2026.

Claire BRETTE,

Présidente de l'AIST - La prévention active